



"Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !"
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 17 juillet 2012

PSA menace des milliers d'emplois. Refusons l'inacceptable !

François Hollande, relayé par son ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que le plan social de la direction de PSA était inacceptable « en l'état » et qu'il faudrait le renégocier. Sauf que ce plan n'a jamais été négocié. Sauf aussi que le gouvernement annonce d'emblée, sans oser le dire ouvertement, qu'il acceptera ce plan moyennant une réduction - mais de combien ? - du nombre d'emplois supprimés.

Il considère donc acceptable d'entrer dans le jeu de dupes que PSA propose en ces termes : « *Dans un premier temps, je supprime 8000 emplois - sans compter les milliers d'emplois induits - puis je consens à réduire ce chiffre* ». Ainsi ces messieurs du gouvernement, les économistes et, peut-être, certains dirigeants syndicalistes se montreront satisfaits et crieront « victoire », se félicitant d'avoir ainsi « évité le pire ». C'est un tour de passe-passe classique.

Mais le pire, comme ils disent, il est bien là pour les travailleurs. Tout d'abord pour ceux qui, dans ce marchandage, resteront sur le carreau, sans espoir de retrouver un travail et un salaire comparable dans un avenir raisonnable. Il est là pour ceux qui conserveront leur emploi - pendant combien de temps ? - car PSA en profitera pour augmenter sa pression, imposer des conditions de travail encore plus dures, pour que ses profits ne diminuent pas et même pour les accroître. C'est en fait un chantage bien connu des travailleurs et qui, de plus, bénéficiera de la bénédiction gouvernementale.

L'ensemble du monde du travail est concerné. Et directement. Tout d'abord parce que dans des entreprises comme Air-France, le volailler Doux, le grand laboratoire pharmaceutique Sanofi, les suppressions d'emplois ont déjà été annoncées. Et parce que des dizaines d'autres entreprises sont prêtes à s'engouffrer dans la brèche ouverte par la direction de PSA. Soutenir la lutte des travailleurs du trust Peugeot, ce n'est pas simplement faire un geste de solidarité moral, c'est aussi, et surtout, assurer la défense de l'emploi de chacun. Défendre leur emploi, c'est aussi défendre le nôtre.

Hollande et ses ministres ont fait semblant de s'indigner de l'attitude de PSA, le traitant même,

bien tardivement il est vrai, de menteur. Mais s'il a cru les engagements d'un menteur, c'est donc qu'il s'est montré naïf. Mieux vaut dire qu'il se montre hypocrite.

Hypocrite, Hollande l'est tout autant quand il rappelle que PSA, groupe privé, a reçu quatre milliards d'euros d'argent public. Ces milliards ont permis à PSA de franchir une passe qu'il prétendait difficile et de maintenir les revenus de la famille Peugeot. La logique et la justice imposeraient, ce serait la moindre des choses, que l'État dont Hollande est le garant demande aux actionnaires, dont le principal est Peugeot, de prendre en charge la situation sans quémander de nouveaux subsides à l'État. Les actionnaires de PSA en auraient largement les moyens en prenant sur les richesses qu'ils ont accumulées depuis des années.

Le président de la République et ses ministres n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer le comportement de PSA - et du même coup celui de ses prédécesseurs, Sarkozy en tête, qui ont, c'est évident, leur part de responsabilité -, mais ils se taisent respectueusement devant ce que l'on a appelé « *le mur de l'argent* ». Comme les ministres socialistes l'ont fait à chaque fois qu'ils ont été aux affaires !

Moscovici a même été plus loin, qualifiant Varin, le PDG de PSA, « *d'interlocuteur solide* », se réjouissant qu'il y ait dans le capital « *un actionariat qui soit français et familial* », en la personne de la famille Peugeot, remarque d'autant plus choquante que la « *famille française* » Peugeot a pris soin d'abriter sa fortune en Suisse.

Les travailleurs, ceux de PSA mais aussi tous les autres, sont donc avertis, le message du gouvernement, même dans ce langage codé que pratiquent les socialistes, est clair. Il ne faudra pas compter sur lui pour affronter les capitalistes.

Mais les travailleurs ont une arme bien plus fiable à leur disposition : la force collective du monde du travail, qui doit se préparer, qui doit s'organiser pour imposer à PSA de remiser l'ensemble de son plan et, du même coup, pour donner un coup d'arrêt à toutes les attaques patronales qui s'annoncent.

Heures sup et emplois supprimés, non !

Au DV3, la direction a imposé une heure supplémentaire tous les soirs. Les travailleurs ont débrayé contre cette décision inique qui nous faisait sortir à point d'heure.

Cette décision de la direction préfigure l'avenir que nous prépare PSA : se tuer au boulot pendant que d'autres se désespèrent au chômage. Non aux suppressions d'emplois, non aux heures sup imposées !

Un crime social

Le journal *Le Monde* chiffre à 50 000 suppressions d'emplois au total, y compris les sous-traitants et les emplois induits, les conséquences des annonces de PSA.

C'est un véritable crime, un crime social contre les travailleurs. Le groupe PSA et la famille Peugeot, son principal actionnaire, ont accumulé des milliards de profits ces dernières années.

Les travailleurs du groupe ont la force et les moyens de s'opposer à ce carnage de l'emploi.

Varin le menteur

Il y a deux semaines Varin disait qu'il n'y avait aucun plan prévu de fermeture.

Interrogé par le journal *Le Monde*, il affirme aujourd'hui que la décision de fermeture d'Aulnay a été prise « *entre avril et juin* »... sans doute a-t-il oublié la date.

Et il veut qu'on le croie quand il affirme que la fermeture d'Aulnay et les 8 000 suppressions d'emplois se feront sans licenciement sec ?

Paye et tais toi

Grâce au crédit-impôt recherche, PSA a bénéficié de 272 millions d'euros ces trois dernières années de déduction fiscale. Un quart de milliard sont allées de nos poches - celles de l'Etat - vers celles de PSA.

Ce n'est pas les travailleurs qui coûtent cher, c'est l'appétit boulimique des actionnaires.

Selon le journal *Le Monde*, le groupe PSA a bénéficié au total de 8 milliards d'euros d'argent public ces dernières années !

Le baratin coûte plus cher que le travail

Varin dénonce le coût du travail trop élevé selon lui. Sauf que, selon le journal patronal *Les Echos*, le coût horaire du travail dans l'automobile en France est inférieur de 29 % à celui de l'Allemagne.

PSA est tellement dans la dèche que Varin n'a plus les moyens de s'acheter le journal ?

Si c'est inacceptable, il ne faut pas l'accepter

Le plan de Varin pour PSA « *n'est pas acceptable en l'état* », a dit Hollande, lors de son intervention télévisée de samedi. Dimanche, c'est Moscovici, ministre des Finances, qui précisait « *il faut en améliorer considérablement la qualité* ».

Impossible de trouver la moindre « *qualité* » à ce plan qui va supprimer des milliers d'emplois chez PSA et des dizaines de milliers chez les sous-traitants. Ce plan, il faut le retirer.

Interdire de vendre... ou de licencier ?

Les autorités ont imposé à PSA de ne plus vendre de voitures à l'Iran. Ce qui fait une perte de 450 000 véhicules pour le groupe.

Comme quoi les pouvoirs publics peuvent imposer des choses à PSA. S'ils le voulaient, ils pourraient très bien lui interdire de fermer Aulnay et de supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Va falloir qu'on les y pousse sérieusement.

Répartir le travail entre tous

Des surcapacités de production en France ? Allons donc. En 2011, les 5 usines de montage du groupe ont sorti 1 242 710 voitures, soit plus que la moyenne des cinq années précédentes (1 234 000 voitures par an).

Par contre, le groupe a décidé de faire produire au maximum les usines de Poissy, Sochaux et Mulhouse au détriment de celles d'Aulnay et de Rennes.

Produire le même nombre de voitures... mais par 4 usines de montage au lieu de 5. C'est autant de bénéfices en plus pour la famille Peugeot.

575 - 67 = 508 emplois qui manquent

En fermant l'aciérie de Gandrange, ArcelorMittal a supprimé 575 emplois. 67 emplois seulement auraient été créés sur place dans la vallée de l'Orne.

C'est dire que les engagements d'ArcelorMittal sont loin d'avoir été tenus, sans compter les centaines d'emplois indirects chez les sous-traitants. Plutôt que de les laisser baratiner sur la « *réindustrialisation* » il faut empêcher les patrons de désindustrialiser, c'est à dire leur interdire de fermer les usines.

Mensonges à la Une

Toute la presse se fait l'écho de la « *baisse des ventes* » de PSA. En oubliant qu'une grosse partie de cette baisse des ventes mondiales est due à l'embargo sur l'Iran où PSA vendait 450 000 voitures par an.

Sans cela, les ventes mondiales de PSA seraient dans la continuité des années précédentes.